



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

## **Solidarités - Avenants n°2 aux conventions d'utilisation de l'abattement de Taxes Foncières sur les Propriétés Bâties (TFPB) - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole 2015-2022, dont l'avenant opérationnel a été signé en juillet 2016, constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville et s'appuie sur les 12 enjeux identifiés par les partenaires signataires, regroupés autour de 5 objectifs opérationnels :

- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- La mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain ;
- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- Renforcer l'accessibilité aux services et équipements ;
- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

La qualité de vie urbaine est donc un objectif affiché dans le contrat de ville et correspond à une attente forte des habitants.

A cette fin, et pour participer à cet objectif, la Métropole et la Ville de Montpellier approuvaient, par délibération en date du 16 décembre 2015, les projets de convention d'utilisation de l'abattement de TFPB des 4 bailleurs ayant du patrimoine au sein des 12 Quartiers Politique de la Ville (QPV) de la Ville de Montpellier : ACM Habitat, Hérault Logement, ERILIA, SFHE.

Ces conventions ont été signées le 3 février 2016 entre l'Etat, la Métropole, la Ville de Montpellier et chacun des 4 bailleurs.

Auparavant, et ce depuis 2001, l'abattement de TFPB à hauteur de 30% bénéficiait aux bailleurs sans contrepartie particulière. La loi de finances pour 2015 est venue acter le rattachement de cet abattement au contrat de ville (obligation pour les bailleurs de signer le contrat de ville pour bénéficier de l'abattement) avec une volonté de mieux contrôler l'utilisation qui en est faite par les bailleurs sociaux.

Les 4 conventions initiales ont fixé, pour une période triennale (2016-2017-2018), un programme d'actions articulé aux démarches de gestion urbaine de proximité, autour de 8 axes d'intervention :

- Le renforcement de la présence de personnel de proximité ;
- La formation / soutien des personnels de proximité ;
- Le sur entretien ;
- La gestion des déchets et encombrants / épaves ;
- La tranquillité résidentielle ;
- La concertation / sensibilisation des locataires ;
- L'animation, lien social, vivre ensemble ;
- Les petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Les 4 bailleurs ont produit un bilan annuel de l'utilisation de cet abattement au titre des années 2016, 2017 et 2018. Ces bilans ont fait l'objet d'une présentation en comité de pilotage des financeurs du contrat de ville, instance de pilotage de la démarche.

Un premier avenant a été signé fin 2018 afin de prendre en compte les programmes d'actions pour les années 2019 et 2020.

Le contrat de ville a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2022 par avenant (appelé Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques) signé en décembre 2019. Les mesures fiscales qui lui sont associées (dont les conventions d'utilisation de l'abattement de TFPB) étant donc également prorogées, un nouvel avenant à la convention initiale de ces dernières est proposé afin de prendre en compte les programmes d'actions pour la période 2021 et 2022 et entériné la prorogation du contrat de ville.

Ces programmes d'actions sont déclinés quartier par quartier. Les programmes d'actions pour l'année 2022 feront l'objet d'une clause de revoyure avec l'ensemble des signataires afin d'affiner leur contenu en fonction des orientations stratégiques des partenaires, et notamment sur :

- La médiation sociale / la tranquillité publique ;
- Les actions de développement social et d'insertion par l'économie : soutien aux opérateurs de terrain, projets de proximité favorisant le vivre ensemble et le respect / la sensibilisation à l'environnement urbain / régie de quartier ;
- Les actions d'amélioration du cadre de vie et du lien social en articulation avec le nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU 2), en particulier sur les interfaces espaces publics / espaces privés.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les avenants n°2 aux 4 conventions initiales signées le 3 février 2016 entre l'Etat, la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et quatre bailleurs sociaux (ACM Habitat, Hérault Logement, ERILIA, SFHE) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Hervé MARTIN, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149443-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Avenant n°2 Hérault Logement.doc
- Avenant n°2 convention TFPB ACM.doc
- Avenant n°2 convention TFPB ERILIA.doc
- Avenant n°2 convention TFPB SFHE.doc
- ACM Habitat Programme Prévisionnel 2021 2022.pdf
- PLAN ACTIONS 2021 HERAULT LOGEMENT.pdf
- PLAN ACTIONS 2022 HERAULT LOGEMENT.pdf
- PLAN ACTIONS 2021 2022 ACM
- PLAN ACTIONS 2021 ERILIA.pdf
- PLAN ACTIONS 2022 ERILIA.pdf
- PLAN ACTIONS 2021 SFHE.pdf
- PLAN ACTIONS 2022 SFHE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.